



PREFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Colomiers, le 26/4/2013

Unité Territoriale de la Haute-Garonne
et de l'Ariège
Subdivision Environnement Industriel
ENV1

Affaire suivie par : Sandrine GAU
N/Référ : 2013/212

Téléphone : 05 61 15 39 82
Télécopie : 05 61 15 39 88
Courriel : sandrine.gau@developpement-durable.gouv.fr

Objet: Société KNAUF Sud Ouest à Colomiers

Dossier de demande d'autorisation d'exploiter (extension des capacités de production)

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES à Monsieur le PREFET de HAUTE-GARONNE

Par transmission du 9 mars 2012, Monsieur le Préfet a adressé à l'Inspection des installations classées le dossier de demande d'autorisation visé en objet. Il s'agit du nouveau dossier déposé par la société KNAUF Sud Ouest le 8 mars 2012. Ce dossier a par ailleurs été complété par le pétitionnaire le 23 avril 2012, par un document intitulé « *Modélisation des flux thermiques* » adressé directement à l'inspection des installations classées.

Ce dossier doit permettre à l'inspection des installations classées de disposer d'éléments caractérisant les effets potentiels de l'installation sur l'environnement (étude d'impact) et les risques potentiels (étude de dangers), afin de pouvoir apprécier la situation et de prescrire ensuite des mesures propres à sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Il a également pour objet d'informer les différentes parties prenantes, par le biais de l'enquête publique (tiers, associations, commissaire enquêteur) ou par le biais d'une consultation pour avis (conseils municipaux, services de l'état) afin qu'elles appréhendent les caractéristiques du projet, l'importance de l'impact du projet sur l'environnement et le voisinage et les mesures de prévention prévues par le demandeur.

Le présent rapport est destiné à présenter la demande, à faire la synthèse des avis exprimés tant au cours de la procédure consultative que de l'enquête publique et à proposer aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques les prescriptions techniques qu'il convient d'imposer à la société.

1 CARACTÉRISATION DE LA DEMANDE AU VU DU DOSSIER

Le site de Colomiers de la société KNAUF SUD OUEST est actuellement réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 juillet 2008.

1.1 Installations classées et régime

Le tableau suivant présente la situation projetée, compte tenu de l'augmentation de la capacité de production demandée, de la diminution de certaines activités sur le site et des modifications de la nomenclature des installations classées intervenues pour les rubriques 2920, 2663, 1530 et 1532.

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime projeté	Description de la modification
2661-1-a	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, densification, etc.). La quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 10 t/j.	40 tonnes / jour	A	Augmentation de 20 t/j à 40 t/j
2940-2-a	Application de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. sur support quelconque. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction). La quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant supérieure à 100 kg/j.	1 ligne de 700 kg/jour (colle contenant moins de 10 % de solvants) 1 ligne de 120 kg/jour (colle contenant moins de 10 % de solvants) Quantité totale équivalente : 410 kg/jour	A	Diminution de 590 kg/j à 410 kg/j
2663-1-b	Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 2 000 m³ mais inférieur à 45 000 m³.	Polystyrène en billes expansées : 4620 m³ Polystyrène en bloc : 11200 m³ hall 9 et 2800 m³ hall 16 Polystyrène en plaques : 20000 m³ Produits de négoce : 5000 m³ Total : 43 620 m³	E	Augmentation de 21 430 m³ à 43 620 m³ Passage de A à E
1414-3	Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammable liquéfié		D	Sans changement
1530	Dépôts papier, carton ou matériaux combustibles analogues.	Quantité stockée : 30 m³	NC	Diminution de 2030 m³ à 30 m³ Passage de D à NC
1532	Dépôts de bois sec ou matériaux combustibles analogues.	Quantité stockée : 30 m³	NC	Diminution de 2030 m³ à 30 m³ Passage de D à NC
2661-2-b	Transformation de Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.). La quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j.	10 tonnes /jour	D	Diminution de 19 t/j à 10 t/j
2662-3	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 100 m³, mais inférieur à 1 000 m³	Matières premières : 475 m³	D	Augmentation de 450 m³ à 475 m³
2910-A-2	Installation de combustion au gaz naturel. La puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW.	Puissance thermique totale 3,5 MW	D	Sans changement
1412	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés. La quantité équivalente stockée	Cuve de 2 tonnes de GPL	NC	/

	étant inférieure à 6 tonnes.			
1432	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables. La quantité équivalente stockée étant inférieure à 10 m ³ .	Stockage de fuel : 1 m ³	NC	/
2410	Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues. La puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines étant inférieure à 50 kW.	/	NC	Suppression de l'activité
2714	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers / cartons, plastiques caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711	60 m ³	NC	/

A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Les principales modifications concernent la production annuelle qui passerait, pour répondre aux besoins du marché, de 6000 tonnes à 7500 tonnes, et l'augmentation de la capacité de stockage de produits finis qui passerait de 21 430 m³ à 43 620 m³.

Cette augmentation n'entraînerait aucune modification des installations du site, celles-ci étant déjà dimensionnées pour cette production.

1.2 Agrément

En application de l'article R.543-71 du code de l'environnement, l'exploitant souhaite renouveler son agrément, relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux (déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages), pour un tonnage de 500 tonnes/an.

1.3 Description de l'établissement, historique administratif et contexte du projet

a) Présentation de l'établissement :

La société KNAUF SUD OUEST exploite sur la commune de Colomiers des installations de fabrication de polystyrène expansé. Le site de fabrication existe depuis 1980.

Le site, composé de deux parties séparées par le chemin de la Nasque, exerce une activité de fabrication d'isolants thermiques et assure la commercialisation de l'ensemble de la gamme des produits fabriqués par le groupe KNAUF (plaques de plâtre, panneaux en aggloméré, accessoires métalliques ...).

La superficie totale exploitée est de 47 000 m² environ. La société emploie 65 personnes.

Les activités de la société sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 juillet 2008.

b) Présentation du procédé de fabrication :

Le procédé consiste à chauffer les billes de polystyrène expansible en présence de vapeur : le polystyrène ramollit, la pression du pentane gazeux renfermé dans le polystyrène augmente et dilate la bille jusqu'à 60 fois le volume d'origine.

Après stabilisation quelques heures en silos aérés, les billes expansées sont ensuite transférées dans un moule où un nouveau chauffage à la vapeur les fait fusionner pour former des blocs de polystyrène.

Ces blocs sont ensuite découpés pour obtenir les formes désirées. Certains produits finis nécessitent une opération d'encollage sur un autre support (plaque de plâtre notamment).

1.4 Environnement du site

Le site est bordé par :

- au sud, une habitation,
- à l'ouest, le chemin de la Ménude, un restaurant et un magasin de meuble,
- au nord, le chemin de la Salvetat et au-delà un restaurant,
- à l'est, une entreprise d'espaces verts et deux salles de sport.

L'établissement est implanté dans une zone industrielle. Toutefois, l'habitation la plus proche est située à une vingtaine de mètres de la limite de propriété.

1.5 Compatibilité avec les plans et schémas

SDAGE Adour-Garonne

Le dossier indique que le projet est compatible avec les dispositions du schéma directeur et d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Adour Garonne, approuvé par arrêté préfectoral en date du 1^{er} décembre 2009.

Servitudes

Une servitude PT1 relative aux transmissions radioélectriques concernant la protection de centres de réception contre les perturbations électromagnétiques est recensée.

Plan local d'urbanisme (PLU)

Le règlement de la zone autorise l'implantation d'activités industrielles, les installations classées n'étant pas réglementées par les dispositions du PLU.

2 PRÉSENTATION ET ANALYSE DE L'IMPACT DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

2.1 Sites et paysages

L'étude d'impact a pris en compte l'impact du site sur les sites et paysages : l'établissement est implanté dans une zone d'activités, il est situé en dehors de toute zone de protection ou secteur d'intérêt patrimonial, et dans un secteur comportant de nombreux bâtiments à caractère industriel et tertiaire.

Le volet paysager mentionne que les bâtiments d'exploitation sont de type industriel avec une harmonie des couleurs et des formes. En revanche, les stockages extérieurs sont visibles depuis le chemin de la Nasque.

2.2 Biodiversité

Le volet naturaliste de l'étude d'impact est basé sur une analyse bibliographique générale. Il indique qu'aucune zone naturelle protégée ou espace sensible n'est recensé à proximité du site. Par ailleurs, l'augmentation de la production ne conduit à aucune modification des installations du site.

2.3 Eau

La société KNAUF SUD OUEST utilise uniquement le réseau public. Des dispositifs de disconnexion sont installés sur les réseaux d'alimentation. Aucun pompage en nappe n'est effectué. La consommation annuelle est d'environ 13 000 m³ et devrait atteindre 16 000 m³.

L'eau est utilisée principalement pour les usages suivants :

- usage des sanitaires,
- alimentation de la chaudière à vapeur.

✓ **Les eaux usées domestiques**

Les eaux usées domestiques sont évacuées vers le réseau des eaux usées de la commune avant d'être traitées par la station d'épuration de Ginestous.

✓ **Les eaux de ruissellement**

Les eaux pluviales sont collectées au niveau des toitures et sont évacuées directement au réseau pluvial communal.

Les aires de circulation et de stationnement des camions ainsi que le poste de distribution de fioul et l'aire de lavage des chariots élévateurs sont équipés de séparateurs d'hydrocarbures avant rejet dans le réseau pluvial communal.

Les zones remaniées depuis 2007 (construction du hall 9 et voies périphériques, parking personnel au sud), ont été équipées de bassins d'orage.

En complément, l'exploitant a installé des dispositifs afin de récupérer les billes de polystyrène susceptibles d'être entraînées sur les aires extérieures.

✓ **Les eaux de purges**

Le volume des différentes purges est estimé à 15 m³/j. Ces effluents sont dirigés vers le réseau pluvial. Un dispositif de séparation des flottants va être installé en amont du rejet au réseau.

Les eaux de lavage des encolleuses sont stockées dans des conteneurs sur rétention et traitées comme des déchets.

2.4 Air

Les sources de rejets atmosphériques sur le site de KNAUF SUD OUEST sont les suivantes :

✓ **Les rejets de l'installation de combustion**

La chaudière nécessaire à la production de vapeur pour la fabrication du polystyrène expansé fonctionne au gaz naturel.

La combustion du gaz naturel génère des rejets atmosphériques principalement composés d'oxydes de carbone, d'oxydes de soufre, d'oxydes d'azote et de poussières.

La dernière campagne de mesures réalisée fin 2012 a conclu à la conformité des rejets par rapport à l'arrêté du 25 juillet 1997 applicable aux installations de combustion soumises à déclaration.

✓ **Les rejets des installations de fabrication du polystyrène expansé**

La fabrication du polystyrène expansé est basée sur l'action d'un agent gonflant inclus dans la matière première utilisée : le pentane, qui est un composé organique volatil (COV).

Un plan de réduction des émissions de pentane est mis en place sur le site, il porte notamment sur :

- l'utilisation de matières premières contenant un faible taux de pentane (5,75 % en moyenne),
- le recyclage intégral des chutes et rebuts de polystyrène expansé.

Par ailleurs, une étude technico-économique a été effectuée pour le traitement des émissions canalisées au poste de pré-expansion. Les conclusions de cette étude n'ont pas permis de trouver de solution viable pour ce traitement. Ces conclusions ont été présentées auprès du Ministère chargé de l'écologie, mais aucune décision n'a été prise à ce jour.

Le pentane est un précurseur de la formation d'ozone.

L'évolution des émissions du procédé, compte-tenu de l'augmentation de la production, est évaluée :

- pour le pentane : de 236 tonnes/an pour une production de 6000 tonnes à 296 tonnes/an pour une production de 7500 tonnes,
- pour le styrène : de 2,4 tonnes/an pour une production de 6000 tonnes à 3 tonnes/an pour une production de 7500 tonnes.

✓ **Les rejets des installations d'encollage**

Les émissions de COV associées à cette activité sont faibles, de l'ordre de 0,5 tonne par an.

2.5 Bruit

Suite aux mesures sonores réalisées dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2008, des travaux d'insonorisation ont été effectués sur la chaufferie, le local de granulation et le local des compresseurs. D'après les résultats des dernières mesures effectuées en janvier 2011, des non-conformités demeurent. L'exploitant a donc procédé en mars 2011 au traitement acoustique des entrées d'air des compresseurs. De nouvelles mesures devront être effectuées afin de vérifier la conformité du site par rapport aux dispositions réglementaires.

2.6 Déchets

Le type et la quantité de déchets produits par le site sont détaillés dans le dossier et rappelés dans le tableau suivant :

	Nature	Tonnage 2010	Filière
Déchets dangereux	Huiles usées et déchets divers de maintenance Déchets de colle Déchets de nettoyage des séparateurs d'hydrocarbures	15,2 t	Centres de traitement spécialisés avec émission de bordereaux de suivi
Déchets banals valorisables	Papiers Bois Emballages cartons et plastiques Ferrailles	69 t	Valorisation matière via récupérateurs agréés
Déchets industriels en mélange	Rebuts de plaques de plâtre et PSE souillé de colle Déchets de nettoyage des ateliers et bureaux Ordures ménagères Emballages non valorisables ou non triés Produits non conformes	518 t	Enfouissement en CET classe 2 ou incinération

Selon le dossier, l'augmentation du volume de production du site n'aura pas d'effet notable sur la production de déchets, et aucun nouveau déchet ne sera produit.

2.7 Circulation

Le nombre de camions accédant au site passera de 55 à 70 par jour. Ce trafic est réparti sur la journée entre 5 heures et 20 heures.

Les camions accèdent au site par le chemin de la Nasque, qui rejoint la départementale 82 (Saint Lys – Colomiers).

Les camions disposent à l'intérieur des limites de propriété d'aires de stationnement et de manœuvre.

2.8 Santé

La société KNAUF SUD OUEST a relevé les installations suivantes susceptibles d'être à l'origine d'un risque pour la santé :

- les installations de combustion rejetant du CO₂, CO, NO_x, SO₂ et des poussières, mais qui restent en proportion négligeable,
- les rejets des installations d'encollage (colle vinylique),
- les émissions de pentane, d'heptane et de styrène dues à l'expansion et au stockage du polystyrène,
- les rejets des eaux domestiques et pluviales, évacuées dans les réseaux communaux adaptés,
- des contaminations accidentelles en cas de déversement de certains produits (colle, huile, fioul ...), pour lesquels l'exploitant précise que des rétentions ont été mises en place,
- le bruit.

Un schéma conceptuel a été établi. Compte-tenu de l'activité, seule la voie d'exposition par inhalation a été retenue.

Les traceurs retenus sont le pentane, le styrène et les oxydes d'azote.

Une évaluation de l'exposition a été effectuée sur la base des scénarios d'exposition retenus.

Celle-ci conclut à l'absence d'impact significatif des activités sur la santé des personnes (quotient de danger < 1).

3 PRESENTATION ET ANALYSE DES DANGERS / RISQUES DU PROJET POUR L'ENVIRONNEMENT

3.1 Identification des risques

Accidentologie

Le groupe KNAUF déplore 4 incendies, dont 3 sur d'autres sites français, dus à des travaux par points chauds et un sur le site de Colomiers en mars 2007, dont les causes ne sont pas connues avec certitude, qui a conduit à la destruction du hall de stockage des blocs et d'une partie du stockage des matières premières.

Une analyse des accidents survenus sur des sites exerçant une activité similaire a également été réalisée sur la base des informations fournies par le Bureau d'analyse des risques et des pollutions industrielles (BARPI). Il en ressort que la majorité des accidents sont des incendies.

Risques d'origines externes

Selon l'étude de dangers, l'établissement de Colomiers n'est pas situé dans une zone concernée par les risques d'origine externe liés aux inondations, aux séismes, à la circulation aérienne (bien que situé dans les couloirs de l'aéroport Toulouse Blagnac, la probabilité de chute

d'avion reste très faible), ni à la proximité d'installations industrielles à risques (compte tenu des distances d'éloignement avec ces activités).

Une étude foudre a été réalisée pour le site et a conduit à proposer la mise en place de différentes mesures (installations de paratonnerres et de parafoudres). Ces travaux ont été réalisés par l'exploitant.

Risques liés aux produits utilisés

Les perles de polystyrène expansible utilisées comme matière première sont inflammables et entraînent un risque d'incendie avec dégagement de gaz de combustion (oxyde de carbone, styrène ...). D'autre part, le pentane contenu dans cette matière présente un risque d'explosion.

Les produits finis (panneaux de polystyrène expansé) présentent également un risque d'incendie et de dégagement de gaz de combustion, qui peuvent contenir des composés halogénés lorsque le polystyrène est ignifugé.

Des risques ont également été identifiés par rapport à des produits annexes comme les colles (épandage et incendie pour certaines), le gaz naturel et le GPL (explosion et incendie) ainsi que le fioul (épandage et incendie).

Risques liés aux procédés et aux équipements

Compte tenu des caractéristiques des produits utilisés, les principaux risques identifiés au niveau des procédés sont identiques :

- un risque d'explosion, notamment lors des phases d'expansion et de maturation, compte-tenu des quantités de pentane émises ;
- un risque d'incendie, notamment lors des phases de découpe des blocs de polystyrène réalisées à l'aide de fils incandescents.

3.2 Réduction des potentiels de dangers

Sur le site KNAUF Sud Ouest, la réduction des potentiels de dangers vise principalement à limiter les phénomènes d'extension d'incendie, en mettant en place des murs coupe-feu ou en maintenant des distances d'isolement suffisantes entre les différents îlots de stockage des produits finis.

3.3 Analyse des risques

L'analyse des risques a été réalisée conformément à l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à « *l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation* ».

Aucun scénario d'accident majeur n'est mis en évidence par l'analyse de risques ; néanmoins 3 scénarii sont retenus afin d'examiner les mesures de maîtrise des risques associées :

- un incendie dans l'atelier de découpe, faisant suite à la découpe des blocs de polystyrène à l'aide de fils incandescents ;
- un incendie dans un hall du site, le hall 4, concentrant une charge calorifique modérée (stockage de produits isolants en polystyrène expansé) et se trouvant le plus proche des limites de propriété ;
- un incendie au niveau des stocks extérieurs de produits finis en polystyrène, étant donné l'étendue des stockages.*

Les différents calculs effectués avec le logiciel FLUMILOG dans l'étude de dangers montrent que les zones d'effets en cas d'incendie ne sortent pas des limites de propriété du site, compte-tenu

des mesures de maîtrise des risques mises en œuvre (taille des flots, distances d'éloignement des stockages par rapport aux limites de propriété et, dans certains cas, murs coupe-feu).

3.4 Moyens de prévention et d'intervention

Compte tenu des risques présentés par l'activité du site et du retour d'expérience, des mesures de prévention ont été mises en place :

- pour les risques de malveillance, le site est équipé d'une détection anti-intrusion, et d'une vidéosurveillance ;
- pour les risques d'explosion, l'exploitant a identifié des zones à atmosphère explosive, et une attention particulière est portée sur la ventilation des locaux dans lesquels du pentane est susceptible de s'accumuler (silos de maturation notamment) ;
- pour les risques d'incendie, le site est équipé d'une détection automatique d'incendie disposant d'un report d'alarme vers une société de télésurveillance ;
- d'autre part, l'atelier de découpe des blocs de polystyrène a été doté d'une extinction incendie automatique et manuelle. En complément, une détection de flamme est mise en place sur les découpeuses.

Les besoins en eau en cas d'incendie ont été dimensionnés dans l'étude de dangers. Les calculs réalisés conduisent à un débit de 366 m³/h pendant 2h, pour la plus grande surface de stockage non compartimentée par des murs coupe feu. Ce débit est assuré par 6 poteaux incendie présents à proximité de l'établissement.

De plus, l'exploitant dispose d'extincteurs, d'un réseau de robinets d'incendie armés (RIA) alimentés par des surpresseurs, et d'un canon à eau.

Le volume de rétention nécessaire calculé est de 1050 m³ sur la partie sud du site et de 470 m³ pour la partie nord. Ces rétentions sont assurées grâce à la topographie des lieux (récupération via les voiries avec murets périphériques, seuils au niveau des portails d'accès...) ainsi que par la présence d'obturateurs sur le réseau pluvial. Un obturateur est toutefois à rajouter sur l'exutoire situé chemin de la Menude.

4 CONSULTATION ADMINISTRATIVE ET ENQUÊTE PUBLIQUE

4.1 Consultation administrative

•Avis du Conseil municipal de Colomiers

Lors de sa séance du 8 novembre 2012, le Conseil municipal a émis un **avis favorable** sous réserve des compléments suivants : d'une part, estimation des besoins en eau pour la lutte contre l'incendie d'un stock extérieur sur le site Sud et, d'autre part, vérification du bon dimensionnement des volumes de rétention correspondants.

•Avis du Conseil municipal de Pibrac

Lors de sa séance du 29 novembre 2012, le Conseil municipal a émis un **avis favorable** sous réserve que le renforcement de la protection soit en adéquation avec les mesures de sécurité.

•Avis du Conseil municipal de Tournefeuille

Lors de sa séance du 14 décembre 2012, le Conseil municipal a émis un **avis favorable** tout en souhaitant que des efforts continus soient mis en place pour encore diminuer le niveau d'émission de pentane.

• Avis de la Direction Départementale des Territoires (DDT) - Service Environnement, Eau et Forêt
Unité Service Police de l'eau

Par courrier du 30/7/2012, le Service Environnement, Eau et Forêt de la DDT ne formule pas d'observation, les eaux industrielles et les eaux pluviales collectées faisant l'objet des traitements spécifiques nécessaires avant rejet dans le ruisseau de Bassac et l'Aussonnelle. Toutefois, ce service rappelle que ces dispositifs doivent néanmoins être munis de moyens d'isolement et stockage, avant évacuation, d'une pollution accidentelle transitant par ces réseaux. De plus, étant donné que le rejet est susceptible de contenir du chrome hexavalent, ce service préconise qu'un suivi des milieux récepteurs soit imposé à l'exploitant, en amont et en aval des rejets, pendant une durée limitée pour s'assurer de la qualité de ces milieux sauf si cette entreprise est d'ores et déjà soumise à une obligation de suivi dans le cadre du RSDE.

• Avis de la Direction régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de midi-Pyrénées (DIRECCTE) – Service Inspection du travail

Par courrier en date du 12/11/2012, le service de l'Inspection du travail a émis un **avis favorable** avec des réserves compte tenu de l'absence de précisions sur les impacts de la nouvelle organisation sur les conditions de travail des salariés. En effet, l'augmentation de la production entraînera une augmentation en termes de cadence et de charges de travail pour ces derniers. Il a donc été demandé à l'employeur de consulter le CHSCT sur les impacts de cette organisation sur les conditions de travail. De plus, est demandée la révision de l'évaluation des risques professionnels actuellement insuffisante, des règles de stockage de la production, ainsi que des règles de circulation des chariots automoteurs à l'intérieur de l'atelier. La mise en place d'une ventilation dans les locaux de stockage est également demandée.

• Avis de la Direction régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de midi-Pyrénées (DIRECCTE) – Service Entreprises

Par courrier en date du 21/11/2012, le service Entreprises a émis un **avis favorable** reprenant les réserves de l'inspection du travail sur les questions relatives aux conditions de travail, aux règles de circulation, d'aération de locaux de stockage des produits inflammables.

• Avis de la Direction régionale des affaires culturelles Midi-Pyrénées

Par courrier en date du 28/8/2012, la Direction régionale des affaires culturelles Midi-Pyrénées a émis l'avis suivant :

« Après examen du dossier, je vous informe que le projet envisagé ne me conduit pas à édicter des prescriptions au titre du code du Patrimoine (livre V). Par conséquent, rien ne s'oppose, pour ce qui est du domaine de l'archéologie préventive, à la réalisation des travaux projetés, sans préjudice des dispositions relatives aux découvertes fortuites prévues par le code du patrimoine, livre V. »

4.2 Enquête publique

Une enquête publique a été organisée du 22/10/2012 au 23/11/2012, sur le territoire des communes de Colomiers, Pibrac, Plaisance-du-Touch et Tournfeuille.

Personne n'est venu consulter ou discuter le projet de la Société KNAUF Sud Ouest. Aucune observation n'est relevée dans le registre d'enquête publique.

Le commissaire enquêteur a émis un **avis favorable** au projet, le 26 décembre 2012. Cet avis est assorti de la recommandation suivante :

- que les engagements pris pour l'amélioration du processus de fabrication et de stockage

(gestion des émissions de COV, volume d'eau consommée, volume et qualité des rejets aux réseaux publics...) soient réalisés dans des délais et des conditions économiques acceptables. »

4.3 Réponses apportées par l'exploitant aux consultations

Les différents avis émis au cours de la consultation des services ont été transmis à l'exploitant le 14 janvier 2013 qui a apporté par courrier en date du 23 janvier 2013 les principaux éléments de réponse suivants :

- Avis du Conseil municipal de Colomiers : en utilisant des hypothèses de calcul majorantes, les besoins en eau pour la lutte contre l'incendie d'un stock extérieur sur le site Sud sont estimés à 275 m³/h. La capacité de rétention de 1120 m³ est suffisant pour confiner les 550 m³ d'eau d'extinction.
- Avis du conseil municipal de Tournefeuille : le gaz pentane émis n'est pas nocif pour la santé
- Avis de la DDT : un obturateur de confinement sera installé courant 2013 sur l'exutoire des eaux pluviales chemin de la Ménude. Les systèmes de récupération des billes de polystyrène expansées sur les eaux surfaciques sont installés et opérationnels. Le suivi des rejets des eaux de ruissellement fait l'objet du programme d'auto-surveillance de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation de 2008.
- Avis de la DIRECCTE Pôle travail : lors de sa réunion du 14/11/2012, le CHSCT a formalisé un avis favorable sur le projet modifiant l'organisation. Le document unique d'évaluation des risques professionnels est mis à jour en cas d'apparition ou de suppression d'un risque et a minima chaque année. La demande de ventilation des locaux des stockages de produits inflammables a été réalisée.
- Avis de la DIRECCTE Pôle Entreprises : idem.

L'exploitant a de plus indiqué que :

- les systèmes de récupération des billes de polystyrène expansées sur les eaux surfaciques sont installés et opérationnels.
- Concernant le bruit, les investissements importants afin de diminuer le bruit et particulièrement dans la ZER ont été réalisés et ont permis de diminuer la pression acoustique significativement. Ainsi, l'émergence mesurée en période nocturne en 2008 de 19,5 dB(A) a été abaissée à 7 dB(A) en 2012. Le montant des investissements ayant permis ces améliorations est de 70 000 € HT.
- Les détecteurs de flamme ont été installés sur tous les postes de découpe. Ceux-ci sont raccordés aux arrêts d'urgence des machines et coupent, en cas de détection, l'alimentation électrique centrale.
- Un obturateur de confinement sera installé courant 2013 sur l'exutoire des eaux pluviales chemin de la Ménude.

5 AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

L'exploitant a répondu aux différentes observations soulevées lors de la procédure d'enquête publique et lors de la consultation des services et conseils municipaux.

Les principales mesures de maîtrise des impacts et des risques associés aux installations présentées dans le dossier et mises en évidence lors de cette procédure ont été intégrées au projet d'arrêté préfectoral joint en annexe de ce rapport.

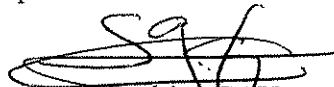
Les mesures proposées par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation et les dispositions spécifiées dans le projet d'arrêté permettent de respecter les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

6 CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de donner une suite favorable au dossier de demande d'autorisation transmis par la société KNAUF Sud Ouest à Colomiers, et de soumettre pour avis le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe de ce rapport aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

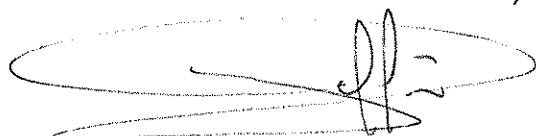
L'inspection des installations classées propose aux membres du CODERST d'émettre un avis favorable à ce projet.

L'inspectrice des installations classées,



Sandrine GAU

Vérifié, et validé le 26 avril 2013
Pour le DREAL et par subdélégation
Le chef de la subdivision ENV 4



Yann DEFFIN